

SONATRACH-MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE**Bouterfa met fin aux hostilités**

Dès son installation, le nouveau ministre de l'Énergie Nouredine Bouterfa a rétabli dans ses fonctions Mustapha Hanifi, qui avait défrayé la chronique par sa rébellion contre les décisions du ministre sortant du secteur de l'énergie.

Le Directeur Général Hydrocarbures (DG HYD) du ministère de l'Énergie, Mustapha Hanifi, qui a été relevé de ses fonctions par l'ancien ministre, vient ainsi d'être réhabilité par le nouveau patron du secteur et même son mandat d'administrateur au sein de la Sonatrach vient d'être reconduit.

On apprend, par ailleurs, que Nouredine Bouterfa présidera, dimanche 26 juin au siège de la Sonatrach, une séance publique où il sera question d'annoncer la fin des hostilités contre la Sonatrach. Pour rappel, il y a deux semaines, des cadres du ministère de l'Énergie se sont rebellés publiquement contre le ministre du secteur en raison de ses relations tendues avec la Sonatrach et la Sonelgaz.

Mustapha Hanifi, représentant du ministère de l'Énergie au sein du conseil d'administration de la Sonatrach a été démis de ses fonctions et remplacé par son collègue Youcef Ourradi qui a décidé, lui aussi, de ne pas accepter le poste et se solidariser avec Hanifi pour s'opposer aux attaques menées par certains cadres du ministère contre la Sonatrach (Cf. notre édition du 6 juin 2016). Pris dans la spirale de la rébellion, l'ancien ministre dénonce les mandats successifs de Mustapha Hanifi et de Youcef Ourradi pour les remplacer, par une décision

antidatée, par un autre cadre du ministère de l'Énergie.

En date du 5 juin, le ministre de l'Énergie désigne Hamid Dahmani en qualité d'administrateur au sein du conseil d'administration de la Sonatrach, avec une date d'effet fixée au 25 mai. Le dernier remaniement ministériel est venu à point pour mettre un terme à cette mascarade qui a duré des mois de conflits ouverts entre le ministère de l'Énergie et les deux principaux groupes du secteur. Depuis son installation à la tête du ministère, Bouterfa tente



La situation conflictuelle a duré pendant des mois.

d'apaiser les esprits. Il a d'abord rétabli Mustapha Hanifi dans ses droits et donné des orienta-

tions pour renouer avec les traditions selon lesquelles le ministère est le premier soutien

de la Sonatrach et de la Sonelgaz. Tout le monde s'attend également à d'importants changements au sein du département de l'énergie. On évoque d'ailleurs une promotion de Mustapha Hanifi au poste de secrétaire général du ministère et un remplacement du chef de cabinet. Par ailleurs, à l'occasion d'une conférence de la Sonatrach, le ministre de l'Énergie prononcera, dimanche prochain, un discours très clair sur les relations qui doivent exister entre le ministère et les principaux groupes énergétiques.

Il annoncera ainsi la fin d'une situation conflictuelle qui aura longtemps irrité le gouvernement.

Mokhtar Benzaki

NET REBOND DU PÉTROLE**Vers un réel rééquilibrage ?**

Les cours du pétrole ont nettement rebondi vendredi après six séances de baisse, bénéficiant d'un déclin du dollar et plus généralement du retour de l'optimisme sur de nombreux marchés financiers.

Le cours du baril de référence (WTI) pour livraison en juillet a gagné 1,77 dollar à 47,98 dollars sur le New York Mercantile Exchange, sans toutefois effacer les pertes de la semaine écoulée, ni même de la veille.

«Les mouvements financiers d'aversion au risque de (jeudi) sont devenus favorables au risque, au moins pour le moment», a commenté Tim Evans, chez Citi, alors que les Bourses européennes ont grimpé vendredi, portées par l'idée que s'éloigne la menace d'un vote britannique pour une sortie de l'Union européenne.

Pour Gene McGillian, chez Tradition Energy, les cours semblent désormais bien installés dans des marges étroites. «Globalement, la remontée des cours a perdu son élan et le retour de la production canadienne sur le marché (après les incendies de mai) et la possibilité de pourparlers entre les rebelles nigériens et le gouvernement ont atténué la peur de ruptures d'approvisionnement qui nous avait aidés à dépasser les 50 dollars le baril la semaine dernière», a-t-il dit.

Pour autant, «le marché est bien au-dessus de son étiage de l'année, qui représentait un plus bas depuis douze ans, et cela est lié au fait que l'on va voir décliner la production nord-américaine et augmenter la demande mondiale», a-t-il précisé. Dans ce contexte, le marché a semblé ne prêter aucune attention

à l'annonce, par la société de services pétroliers Baker Hughes, d'une troisième augmentation en trois semaines du nombre de puits de pétrole en activité aux États-Unis.

«Je suis réticent à y voir le signe que les producteurs sont prêts à revenir sur le marché», a affirmé M. McGillian. Reste que pour Tim Evans, le soutien qu'apportent les données fondamentales aux cours reste «fragile». «Les stocks sont élevés et progressent peut-être encore», faisait-il valoir dans une note.

«Nous voyons que les gestionnaires de fonds ont trop investi dans l'idée que le marché est en train de se rééquilibrer, cela les laisse vulnérables à l'annonce de mauvaises nouvelles», et contient le risque d'une nouvelle et plus profonde correction, selon lui.

Y. D.

EMPRUNT OBLIGATAIRE NATIONAL**Se dirige-t-on vers un échec ?**

Un emprunt obligataire national destiné à financer le déficit budgétaire de l'Etat a été lancé le 17 avril dernier. Le gouvernement évite jusque-là de communiquer le montant qu'il souhaite lever. Mais, à en décrypter l'agitation de ses réseaux de soutien, on peut facilement conclure que le volume des souscriptions reste loin des objectifs de départ.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Lancé il y a deux mois, l'emprunt national pour la croissance économique n'intéresse pas les souscripteurs.

Les facilités accordées pour vendre ces obligations n'ont pas pu convaincre les épargnants et l'on se dirige vers un échec de cette offre publique de titres financiers qui ne semblent guère susciter l'engouement escompté par le gouvernement lequel se garde de révéler le montant qu'il souhaite lever. A moins que les banques publiques et le Forum des chefs d'entreprises (FCE) ne sauvent la face du gouvernement en souscrivant à cet emprunt plutôt par solidarité.

Peu regardant sur l'origine de l'épargne du souscripteur dont la présence n'est pas requise au moment de la souscription, l'Etat

qui n'a, en effet, imposé aucune restriction sur les souscriptions en espèce qui sont sans limitation de montant, d'autant que les souscripteurs ont le choix entre des souscriptions nominatives ou anonymes.

Les titres émis au départ en coupures de 50 000 DA pour une maturité de trois et cinq ans et désormais proposés suivant deux autres formules, à savoir 10 000 DA pour les petits épargnants et 1 million de DA pour les gros épargnants, sont cessibles et peuvent même être donnés comme garantie d'un crédit bancaire.

Huit millions de titres, toutes formules confondues (10 000, 50 000 et un million de DA) ont été émis dans le cadre de cette opération. Or, l'opération pêche justement par une mauvaise pro-

motion. L'emprunt a été vendu aux Algériens dans un mauvais emballage. L'annonce faite par le Premier ministre Abdelmalek Sellal début mars l'a vu évoquer la possibilité de recourir à l'article 46 de la loi sur la monnaie et le crédit qui encadre les avances accordées par la Banque centrale au Trésor public pour financer le déficit budgétaire.

C'est-à-dire la possibilité de recourir à la création monétaire. Un argument qui ne plaide pas en faveur de la stabilité du dinar, seule garantie que l'Etat peut donner aux prêteurs.

Il a rendu peu intéressante la rémunération de ces obligations qui oscillent entre 5 et 5,75% et qui est nettement supérieure aux taux d'intérêts appliqués par les banques. Parce que la création monétaire enclenche un mouvement inflationniste qui déprécie la monnaie. Acheter des obligations dans ces conditions équivaut à prêter à perte.

En tout cas, pour lever le montant souhaité qui s'élève selon certaines sources à l'équivalent de quelques dix milliards de dol-



lars, le gouvernement a mobilisé un réseau de souscription très dense, composé des agences bancaires, des trésoreries de wilaya, des recettes d'Algérie Poste et des compagnies d'assurance.

Mais si le gouvernement n'a jamais communiqué le montant qu'il souhaite lever, visiblement pour ne pas avoir à justifier un échec, ce réseau de souscription

n'a pas pu attirer les souscripteurs.

Et, désormais, c'est le FCE qui se charge de la collecte de l'épargne dans une tentative de sauver l'opération.

Le chef de cette organisation patronale a ainsi invité les adhérents à souscrire à cet emprunt et à lui remettre leurs souscriptions.

L. H.